



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
DPI-BPUPE-SIC-MD-2014-347

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

COMMUNE DE ARQUES

SOCIETE ARC INTERNATIONAL FRANCE

ARRETE D'APPROBATION

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement ARC INTERNATIONAL FRANCE, implanté sur le territoire de la commune de ARQUES ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 avril 2010 prescrivant le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour la société ARC INTERNATIONAL FRANCE sur le territoire des communes de ARQUES et BLENDÉCQUES ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2011 prorogeant de 18 mois à compter du 28 octobre 2011 le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2013 prorogeant de 18 mois à compter du 28 avril 2013 le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2014 prorogeant de 6 mois à compter du 28 octobre 2014 le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014 fixant la période de concertation du plan de prévention des risques technologiques de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES du 23 juin au 23 juillet 2014 inclus ;

VU le bilan de concertation et avis des personnes et organismes associés établi en août 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2014 portant ouverture d'enquête publique du 13 octobre 2014 au 14 novembre 2014 inclus sur le projet de plan de prévention des risques technologiques de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES ;

VU le rapport établi par le commissaire enquêteur et ses conclusions favorables au projet en date du 3 décembre 2014 ;

VU les pièces du dossier ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Nord Pas-de-Calais et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais en date du 16 décembre 2014 ;

CONSIDERANT que l'établissement ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES appartient à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'établissement ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES est concerné par l'article L. 515-39 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de l'établissement ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES ;

CONSIDERANT que tout ou partie des communes de ARQUES et BLENDÉCQUES est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES au sens du Code de l'Environnement, générant des risques d'effets thermiques, toxiques et de surpression et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

CONSIDERANT la nécessité de limiter l'exposition des populations aux conséquences des accidents potentiels autour du site de l'établissement ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES par un plan de prévention des risques technologiques fixant des règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usage ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais, du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Nord - Pas-de-Calais et du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Le plan de prévention des risques technologiques de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE à ARQUES, annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme et est annexé aux documents d'urbanisme des communes de ARQUES et BLENDÉCQUES dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques, les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L515-15 et L515-16 du Code de l'Environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L 515-16 du Code de l'Environnement ;
 - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption ;
 - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L515-16 du Code de l'Environnement ;
 - une annexe au règlement décrivant les effets retenus dans le cadre de l'élaboration du PPRT.
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L515-16 du Code de l'Environnement ;

ARTICLE 4 : MESURES DE PUBLICITE

Un exemplaire du présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés suivants :

- le directeur de la société ARC INTERNATIONAL FRANCE
- les maires des communes de ARQUES et BLENDÉCQUES
- le président de la Communauté d'Agglomération de SAINT OMER
- les membres de la Commission de Suivi de Site (C.S.S) du dit établissement
- le président du Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais
- le président du Conseil Général du Pas-de-Calais

Cet arrêté sera affiché pendant un mois en mairies de ARQUES et BLENDÉCQUES ainsi qu'au siège de l'établissement public de coopération intercommunale concerné par tout ou partie par le PPRT.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet, dans le journal « LA VOIX DU NORD » diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Le dossier sera tenu à la disposition du public à la Préfecture du Pas-de-Calais, en mairie de ARQUES et BLENDÉCQUES, au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plans locaux d'urbanisme concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques et sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 5 : DELAI ET VOIE DE RECOURS


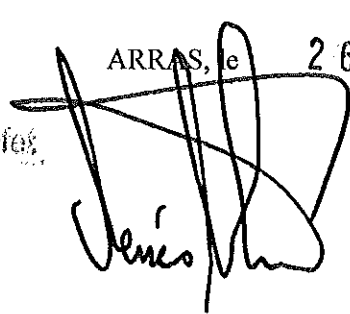
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux au Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

ARTICLE 6 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Nord-Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de SAINT OMER, les Maires de ARQUES et BLENDÉCQUES sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 26 DEC. 2014

Le Préfet,



Denis ROBIN